

Unité départementale du Rhône  
5 Place Jules Ferry  
69006 Lyon

Lyon, le 24/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GACHON RECUPERATION BEAUJOLAISE**

735 route de Villié Morgon – Zone Industrielle  
69220 Belleville-En-Beaujolais

Références : UDR-SSDAS-26-146-ACA  
Code AIOT : 0006103758

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement GACHON RECUPERATION BEAUJOLAISE implanté 735 route de villié Morgon 69220 Belleville-en-Beaujolais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif de vérifier la mise en conformité de l'établissement à la suite de la visite du 20 novembre 2024, au cours de laquelle plusieurs non-conformités avaient été relevées, tant sur les risques chroniques qu'accidentels.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GACHON RECUPERATION BEAUJOLAISE
- 735 route de villié Morgon 69220 Belleville-en-Beaujolais
- Code AIOT : 0006103758

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société gachon récupération beaujolaise exerce une activité de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux.

Une activité de dépollution et démontage de véhicules hors d'usages (VHU) est également exercée sur le site, mais elle ne constitue pas l'activité principale de l'établissement.

Les déchets reçus sur le site sont essentiellement des déchets métalliques, et dans une moindre mesure des déchets non dangereux issus d'activités économiques (papiers, cartons, bois, plastiques) et des VHU.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.2	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
2	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.5 et 5.6	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.7.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	6 mois
5	Gestion des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.9	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
6	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021,	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	déchets	du 31/05/2021, article 1 et 2	de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	corrective	
7	Propreté de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Apports de déchets par le producteur initial	Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 7.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 7.3.1, 7.4.2 et 7.5.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
12	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 7.5.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion, l'exploitant a engagé certaines actions correctives, notamment la transmission du plan des réseaux et du plan de défense contre l'incendie, qui apparaissent globalement conformes dans leur principe. Toutefois, des actions de mise en conformité sont attendues.

**Les principales non-conformités concernent la gestion des eaux** (absence de convention de rejet, respect partiel des prescriptions relatives aux réseaux et au bassin de rétention), **le suivi environnemental** (analyses insuffisantes des eaux résiduaires et souterraines), **ainsi que la gestion des déchets** (registre et déclarations GERP incomplets, présence de déchets sur zones non étanches).

Par ailleurs, plusieurs exigences techniques et réglementaires ne sont pas respectées ou restent à justifier, notamment l'absence de système de détection incendie conforme, l'absence de réserve d'eau incendie indépendante, et la nécessité de régulariser certaines activités administrativement (rubrique 2710).

Enfin, si le plan de défense contre l'incendie a bien été transmis, il doit encore être amélioré sur plusieurs aspects pour être pleinement opérationnel.

Ainsi, la situation du site reste globalement perfectible et nécessite la mise en œuvre rapide des actions demandées afin d'assurer la conformité réglementaire et la maîtrise des risques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Différents types d'effluents liquides et nombre de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>5.2.1. Les eaux vannes Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront rejetées dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration de BELLEVILLE SUR SAONE.</p> <p>5.2.2. Les eaux pluviales Les eaux pluviales de toiture et des aires ordinaires collectées transiteront par un bassin de rétention avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Cette capacité sera indépendante de la réserve incendie. Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits et d'absorber les débits de pointe des eaux de ruissellement.</p> <p>5.2.3. Les eaux résiduaires industrielles L'activité ne mettra pas en oeuvre d'eaux industrielles dans le process.</p>

<p>Les eaux résiduaires industrielles provenant du lavage des sols, bennes, etc..., des voies et aires de circulation, des aires de stockage étanches ou du stockage des métaux vrac, tournures, véhicules hors d'usage, métaux en paquets susceptibles de contenir des hydrocarbures ou autres polluants devront être collectées dans un dispositif décanteur déshuileur avec système autobloquant et alarme, de dimension adaptée au débit à traiter, transiter par le bassin de rétention avant d'être rejetées dans le réseau public aboutissant à la station d'épuration de BELLEVILLE SUR SAONE.</p> <p>Cet ensemble sera muni d'un (ou plusieurs) regard (s) permettant de vérifier que les eaux résiduaires n'entraînent pas de liquides inflammables, huiles, etc.... Il sera mis en place dans le délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Ce dispositif sera fréquemment visité, maintenu en bon état de fonctionnement et débarrassé, aussi souvent qu'il sera nécessaire des boues et liquides retenus. En aucun cas, au cours de l'entretien, les boues et liquides retenus ne devront pas être rejetées dans le réseau et devront être éliminés comme des déchets (Cf. article 6 ci-après).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection du 20 novembre 2024, l'exploitant devait transmettre à l'Inspection le plan des réseaux d'eaux et justifier la conformité à l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997. <u>À défaut, un dossier de porter à connaissance devra être déposé afin de solliciter une modification de cette prescription, accompagné des éléments justificatifs nécessaires.</u></p> <p>Le plan des réseaux doit notamment préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection (disconnecteurs, bac de disconnexion, etc.) ;</li> <li>- les secteurs collectés et leurs réseaux ;</li> <li>- les ouvrages (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>- les dispositifs de traitement interne, ainsi que les points de surveillance et de rejet.</li> </ul> <p>Lors de la visite du 19 février 2026, un plan papier a été présenté. Celui-ci est conforme aux exigences réglementaires, l'exploitant a par ailleurs transmis le plan en version numérique avec l'ajout de l'emplacement des 2 piézomètres.</p> <p>L'exploitant devait également transmettre également le dernier rapport de contrôle du système autobloquant et de l'alarme des décanteurs-déshuileurs.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir identifié de prestataire en mesure de réaliser ce contrôle sur les équipements installés par l'entreprise Labkotec. <u>Il lui appartient donc, le cas échéant, de solliciter une modification des prescriptions applicables, en apportant les justifications nécessaires.</u></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>A défaut de réalisation des contrôles, l'exploitant devra solliciter une modification des prescriptions applicables, en apportant les justifications nécessaires.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 2 : Gestion des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejet des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le raccordement au réseau d'assainissement collectif se fera en accord avec le gestionnaire du réseau ; une convention préalable sera passée.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la convention de rejet des eaux non domestiques avec le gestionnaire du réseau. L'Inspection avait donc demandé la transmission de la convention de rejet des eaux usées vers le réseau communal. Dans son plan d'actions du 13 février 2025, l'exploitant indique que le site ne rejette pas d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public. Or, l'arrêté préfectoral du 24 février 1997 prévoit que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux pluviales de toiture et des zones non exposées aux déchets sont dirigées vers un bassin de rétention avant rejet au milieu naturel ;</li><li>• les eaux résiduaires et les eaux de ruissellement issues des zones de réception de déchets ou des voies de circulation sont traitées, puis transitent par un bassin de rétention avant rejet dans le réseau public, en direction de la station d'épuration de Belleville-sur-Saône.</li></ul> <p>Lors de la visite du 19 février 2026, l'Inspection a rappelé à l'exploitant son obligation de disposer d'une convention de rejet pour l'ensemble des rejets non domestiques dans le réseau public. Par ailleurs, compte tenu notamment de la présence d'un unique bassin de rétention sur le site, il apparaît que les prescriptions ne sont pas respectées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p><b>Demande n°1 :</b> Sous 6 mois, l'exploitant doit préciser la nature des différents effluents présents sur le site ainsi que leurs modalités de rejet, et transmettre à l'Inspection la convention de rejet des eaux dans le réseau public.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Gestion des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.5 et 5.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des effluents rejetés et surveillance des rejets
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.5.1. Les effluents devront être exempts:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de matières flottantes,</li><li>• de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,</li></ul> <p>de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p> <p>ils ne devront pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.</p> <p>5.5.2. Les caractéristiques des rejets des eaux résiduaires industrielles (lavage de sols, aires susceptibles d'être polluées) en sortie du décanteur déshuileur seront inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.</p> <p>Le dispositif de rejet devra être aisément accessible et aménagé de manière à permettre l'exécution de prélèvements dans l'effluent en toute sécurité.</p> <p>L'exploitant fera procéder tous les ans, à une analyse d'échantillons représentatifs des caractéristiques moyennes de l'effluent résiduaire industriel rejeté. L'analyse portera sur la totalité de paramètres mentionnés à l'article 5.5.2.</p> <p>Elle sera effectuée par un organisme dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'Inspection a constaté, au regard du rapport de contrôle du respect du cahier des charges VHU du 27/06/2024 établi par la société Certinormes, que l'exploitant n'avait pas réalisé d'analyse des eaux résiduaires. L'Inspection avait alors demandé de transmettre les résultats des dernières analyses, accompagnés, en cas de non-conformité, des éléments justificatifs et d'un plan d'action.</p> <p>À ce jour, aucun rapport n'a été transmis à l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°2 :</b> Sous deux mois, l'exploitant doit transmettre le dernier rapport de contrôle des rejets aqueux, avec les éléments justificatifs en cas de dépassement.</p>



<p>L'Inspection rappelle que ces analyses doivent être réalisées annuellement.</p> <p>En cas de nouveau manquement à cette obligation, une mise en demeure pourra être proposée à madame la préfète du Rhône afin d'imposer la réalisation des analyses requises.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Gestion des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stockages
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>La cuve enterrée de 10 m<sup>3</sup> à double enveloppe devra être munie, entre autre, d'une jauge de niveau et d'un limiteur de remplissage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant avait indiqué que la cuve enterrée de 10 m<sup>3</sup> mentionnée à l'article 5.7.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997 était destinée au stockage d'huiles usagées, de liquides de refroidissement et autres déchets liquides issus de la dépollution des VHU.</p> <p>L'Inspection avait alors demandé de transmettre un descriptif détaillé de cette cuve, des déchets qu'elle peut contenir, ainsi que les justificatifs du contrôle régulier de ses dispositifs de sécurité.</p> <p>Dans son plan d'actions du 13/02/2025, l'exploitant précise finalement que cette cuve n'a pas été mise en service, au profit de l'installation d'une centrale de dépollution des VHU.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande n°3 :</b> La prescription de l'article 5.7.4 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997 doit en conséquence faire l'objet d'une demande de modification via un porter à connaissance, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 5 : Gestion des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2025</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La qualité des eaux souterraines, susceptible d'être polluée par l'établissement, fera l'objet d'une surveillance, notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. Au minimum, deux piézomètres seront mis en place, dont un en amont de l'établissement et un en aval. Dans ces piézomètres, des mesures de niveau d'eau, des prélèvements et analyses de ces eaux seront effectués au minimum deux fois par an.</p> <p>Les analyses porteront au minimum sur les hydrocarbures, le pH, le carbone organique total (C.O.T.)</p> <p>Le positionnement et le nombre de piézomètres seront déterminés en accord avec l'hydrogéologue coordonnateur départemental.</p> <p>La mise en place devra être réalisée dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne.</p> <p>Toute anomalie devra être signalée à l'inspection dans les meilleurs délais.</p> <p>En cas de pollution des eaux souterraines par l'exploitant, toutes dispositions devront être prises pour faire cesser le trouble constaté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats d'analyses des eaux souterraines.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis la campagne de prélèvements de novembre 2024, réalisée par la société Sarpi.</p> <p>Cette campagne met en évidence la présence de métaux sur les deux ouvrages, avec un léger dépassement de la valeur de référence pour le nickel (24 µg/l pour une valeur de 20 µg/l), ainsi que des traces d'hydrocarbures en amont (PZ1). Les résultats apparaissent globalement comparables à ceux de 2016, avec toutefois des teneurs en métaux légèrement plus élevées.</p> <p>L'Inspection relève plusieurs non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• une fréquence d'analyses insuffisante, celles-ci devant être réalisées au minimum deux fois par an ;</li><li>• un nombre de piézomètres insuffisant pour caractériser correctement une éventuelle pollution, malgré le respect du minimum imposé dans l'arrêté préfectoral de l'établissement. Les recommandations techniques du guide de l'Ineris de 2016 "Réalisation</li></ul>

de piézomètres dans le domaine des ICPE et/ou des sites pollués" préconisent au moins trois ouvrages. En effet, l'objectif étant d'identifier, rechercher ou suivre une pollution, il convient de pouvoir définir par triangulation un amont et un aval hydraulique par rapport à une source potentielle de pollution.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°4 :** Sous six mois, l'exploitant doit implanter un piézomètre supplémentaire et réaliser une nouvelle campagne d'analyses après sa mise en service.

Par la suite, les analyses devront être effectuées semestriellement conformément à l'article 5.9 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997.

Les résultats devront être transmis via l'application GIDAF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Gestion des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets entrants et sortants et déclaration annuelle

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2025

**Prescription contrôlée :**

Cf. articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021

Article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets

**Constats :**

Lors de l'inspection de novembre 2024, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un registre des déchets entrants et sortants conforme aux exigences des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021. Par ailleurs, aucune déclaration annuelle des déchets reçus et expédiés n'avait été réalisée sur l'application GEREPE.

L'exploitant a depuis effectué une déclaration pour l'année 2024. Toutefois, celle-ci est incomplète : les VHU et les métaux n'y figurent pas en déchets entrants et les déchets dangereux issus de la dépollution des VHU (huiles, liquides de refroidissement, pots catalytiques, filtres, fluides frigorigènes, etc.) ne figurent pas en déchets sortants.

La déclaration pour l'année 2025 mentionne les VHU en déchets entrants, mais reste incomplète : les métaux ne sont pas renseignés et les déchets sortants se limitent aux batteries. L'exploitant

devra veiller à déclarer l'ensemble des déchets dangereux et non dangereux réceptionnés ainsi que l'ensemble des déchets dangereux expédiés.

**Par ailleurs, l'Inspection rappelle à l'exploitant que la réception d'ordures ménagères résiduelles collectées en vrac (code déchet 20 03 01) est interdite, conformément à l'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997. Or, ce type de déchets a été mentionné dans les déclarations GERP.**

Lors de l'inspection du 19 février 2026, un registre numérique des déchets a été présenté. Celui-ci comporte les champs réglementaires requis, mais doit être complété. L'exploitant devra notamment y intégrer, pour les déchets entrants, les métaux, les VHU et les batteries, et pour les déchets sortants, les métaux, les déchets issus de la dépollution des VHU ainsi que les batteries.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant devra compléter ses registres des déchets et veiller à ne réceptionner que les typologies de déchets autorisées dans son arrêté préfectoral.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 7 : Propreté de l'établissement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Propreté de l'établissement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble du site devra être maintenu propre, les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous contrôle de l'exploitant, seront aménagés et maintenus en bon état de propreté.

(...)

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'Inspection a constaté un état de propreté insuffisant du site. Si les zones imperméabilisées situées au nord du site apparaissent désormais correctement entretenues, la présence persistante de déchets métalliques sur des surfaces non étanches, parfois depuis plusieurs années, constitue un manquement.

L'Inspection rappelle que :

- la durée d'entreposage ne peut excéder 1 an (élimination) ou 3 ans (valorisation), ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- conformément à l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997, les zones de circulation et de stockage/manipulation de déchets doivent être étanches et adaptées à la collecte des eaux et des pollutions accidentelles.

Ces prescriptions ne sont pas respectées en l'état.

L'exploitant doit poursuivre le nettoyage de son site, mettre en place une procédure de nettoyage régulier et évacuer les déchets les plus anciens dans un délai de 6 mois, en conservant les justificatifs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n°5** : L'exploitant doit se conformer à l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 24/02/1997 relatif aux caractéristiques des sols des voies de circulation et d'entreposage/manipulation de déchets et produits valorisables.  
Sous 6 mois, il transmet à l'Inspection les éléments justifiant la mise en conformité.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 6 mois

**N° 8 : Apports de déchets par le producteur initial**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 25/07/2014, article 1

**Thème(s)** : Situation administrative, Rubrique 2710

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/02/2025

**Prescription contrôlée :**

Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719

**Constats :**

Lors de la visite du 20 novembre 2024, il a été constaté que des déchets métalliques étaient apportés par des particuliers, alors que cette activité n'est pas autorisée sur le site. En effet, elle ne figure pas parmi les installations mentionnées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet

2014.

L'Inspection a donc demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance afin de régulariser cette modification.

L'exploitant indique dans sa réponse du 13 février 2025 que les apports volontaires existent depuis la création du site :

- Pour les déchets non dangereux : les quantités reçues restent inférieures au seuil de la rubrique 2710-2 (< 100 m<sup>3</sup>), l'activité ne relève donc pas de la réglementation ICPE ;
- Pour les déchets dangereux : seules des batteries sont concernées. L'exploitant précise que leur gestion était prévue dans le dossier d'autorisation initial sous la forme d'apports volontaires et que la quantité stockée simultanément n'excède pas 7 tonnes (benne de 5 m<sup>3</sup>), ce qui correspond au régime de la déclaration (rubrique 2710-1). À titre d'exemple, une évacuation de 6,68 tonnes a eu lieu le 5 février 2026 vers un exutoire agréé (Campine à Arnas). En outre, dans ce tonnage est compris des batteries issues de la dépollution de VHU, qui sont donc incluses dans la rubrique 2712 (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage).

L'Inspection prend acte de ces éléments et de la possible erreur de classement lors de l'instruction initiale, le site étant déjà autorisé au titre de la rubrique 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux).

**Toutefois, l'exploitant doit déposer un porter à connaissance complet avec les éléments d'appréciation nécessaires afin de régulariser la situation administrative.**

Dans l'attente d'une mise à jour de l'arrêté préfectoral, l'exploitant devra appliquer les prescriptions relatives à la rubrique 2710-1 (régime de déclaration) qui ne seraient pas encore mises en œuvre.

Enfin, le site étant soumis à autorisation, il n'est pas concerné par l'obligation de contrôle périodique prévue pour les installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique 2710-1.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit déposer un porter à connaissance complet avec les éléments d'appréciation nécessaires afin de régulariser la situation administrative.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 7.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gardiennage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2026

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un gardiennage sera assuré en permanence. Le personnel de gardiennage sera familiarisé avec les installations et les risques encourus et recevra à cet effet une formation particulière.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, il a été constaté que la prescription de l'article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 février 1997 était seulement partiellement respectée. Cette prescription impose un gardiennage permanent assuré par du personnel formé aux installations et aux risques. L'exploitant dispose d'un système de télésurveillance ainsi que d'un contrat de surveillance 24h/24 avec une société spécialisée, ce qui constitue une conformité partielle. Compte tenu de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, et notamment de son article 3 imposant l'installation de dispositifs de détection automatique d'incendie avec transmission d'alerte dans les zones à risque, l'Inspection n'a pas demandé le dépôt d'un rapport de connaissance pour modifier les prescriptions existantes. L'exploitant devait toutefois justifier, avant le 1er janvier 2026, de la mise en place de ces dispositifs de détection et d'alerte incendie.</p> <p><b>Or, les actions engagées à la suite de l'inspection n'ont pas été concrétisées et, à ce jour, ces équipements ne sont pas installés.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande n° 6</u></b> : sous 6 mois, l'exploitant justifie de l'installation d'un système de détection automatique d'incendie avec transmission automatique d'alerte dans les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables.</p> <p><u>En l'absence de mise en conformité, l'Inspection sera susceptible de proposer à Madame la préfète du Rhône de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à cette obligation, en mettant en place, un système de détection automatique d'incendie avec transmission automatique d'alerte dans les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables.</u></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 10 : Prévention des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 20/11/2024</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2025

#### **Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

(...)

#### **Constats :**

Conformément aux articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation, une analyse du risque foudre (ARF) doit être réalisée pour l'établissement. Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'ARF, celle-ci n'ayant pas été réalisée. À la suite de la présente inspection, l'exploitant a transmis une analyse du risque foudre réalisée par la société Bureau Veritas entre le 18 et le 20 février 2025.

Cette analyse conclut que les structures étudiées ne nécessitent pas de protection contre la foudre, rendant inutile la réalisation d'une étude technique foudre complémentaire.

Elle recommande toutefois, à titre préventif, la mise en place d'une liaison équipotentielle principale entre les canalisations métalliques à leur entrée dans les structures et le réseau de terre des installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 11 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 7.3.1, 7.4.2 et 7.5.2.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Matériel de lutte contre l'incendie et réserves de sécurité

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites



- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins:

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger (minimum de 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt...);
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de liquides et gaz inflammables;
- d'une réserve artificielle d'eau de 240 m<sup>3</sup> minimum destinée à la lutte contre l'incendie, indépendante du bassin de rétention des eaux pluviales.

En complément aux dispositions du paragraphe 7.4.2. ci-dessus, les zones de risques incendie comporteront au moins:

- des robinets d'incendie armés normalisés installés près des bâtiments permettant d'atteindre simultanément tout point des bâtiments par deux jets distincts .
- des extincteurs à poudre (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 55 B pour 250 m<sup>2</sup> de superficie à protéger,
- un extincteur à poudre sur roue de 50 kg (ou équivalent) par 1000 m<sup>2</sup> à protéger;
- une détection incendie sur l'ensemble des bâtiments.

L'établissement disposera de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection

De l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...

#### **Constats :**

À la suite de l'inspection du 20 novembre 2024, il a été demandé à l'exploitant de réaliser le contrôle des trappes de désenfumage. Il apparaît que ce contrôle avait bien été effectué en 2024. L'exploitant a transmis, dans son courrier du 13 février 2025, le rapport d'intervention de la société Eurofeu Sécurité attestant de la vérification des trappes du bâtiment d'exploitation le 19 septembre 2024.

Par ailleurs, l'arrêté préfectoral impose la présence d'une réserve d'eau artificielle d'au moins 240 m<sup>3</sup>, indépendante du bassin de rétention des eaux pluviales.

Lors de l'inspection, cette réserve indépendante n'ayant pas été constatée, il a été demandé à l'exploitant de la mettre en place sous un an.

En réponse, l'exploitant indique disposer d'une réserve de 300 m<sup>3</sup> alimentée par les eaux de pluie et par un appoint d'eau automatique à partir d'une poire de niveau.

Toutefois, l'Inspection maintient sa demande, constatant qu'un seul bassin est présent sur le site et qu'il est destiné à recevoir les eaux pluviales.

Conformément aux dispositions de l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral, la réserve d'eau incendie doit être indépendante, indépendamment des garanties de volume apportées par un système

d'appoint.

Le SDMIS a par ailleurs confirmé à l'Inspection que le chemin d'accès entre l'entrée du site et la réserve d'eau était conforme, ainsi que la possibilité de rotation des engins. Il a également précisé qu'une plateforme stabilisée était présente et restait en permanence libre d'accès pour le stationnement des engins.

En conséquence, il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de transmettre des éléments relatifs à la création d'un bassin indépendant ou de solliciter une modification des prescriptions auprès de Madame la préfète du Rhône, avec les justifications nécessaires. Dans l'attente, il devra également fournir, sous trois mois, des éléments permettant de justifier du maintien permanent d'un volume minimal de 240 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande n° 7 :** sous six mois, l'exploitant transmet des éléments relatifs à la création d'un bassin indépendant ou sollicite une modification des prescriptions auprès de madame la préfète du Rhône, avec les justifications nécessaires.

Dans l'attente, il devra également fournir, sous trois mois, des éléments permettant de justifier du maintien permanent d'un volume minimal de 240 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 12 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/02/1997, article 7.5.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Délimitation des zones de sécurité dont zones de risque incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/02/2025

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité de l'établissement. Il tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones.

Ces zones de sécurité comprendront pour le moins les zones de risques incendie ou explosion.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, toxique, etc...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

**Constats :**

La visite du 20 novembre 2024 a mis en évidence l'absence de plan des zones à risques.  
L'Inspection a demandé à l'exploitant d'établir ce document et de l'intégrer au plan de défense contre l'incendie prévu par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

À la suite de la présente inspection, l'exploitant a transmis un plan de défense contre l'incendie. Celui-ci comprend globalement les éléments attendus, mais nécessite plusieurs améliorations afin d'être pleinement conforme et exploitable :

- en cas d'accident ou d'incident, la DREAL doit être informée dans les plus brefs délais. Les coordonnées de contact doivent être intégrées au plan de défense contre l'incendie, et une déclaration en ligne doit être effectuée via le téléservice dédié (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>)

;

- le plan de situation doit être repris pour en améliorer la lisibilité, certaines parties étant difficilement exploitables en raison d'annotations manuscrites et de défauts de clarté ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours doivent être complétées en précisant les mesures organisationnelles prévues pour garantir, avant leur arrivée, le dégagement des accès, des voies engins, des aires de mise en station et de stationnement ;

- le plan des réseaux d'alimentation en eau doit également être retravaillé afin d'intégrer clairement les conditions d'utilisation de la réserve d'eau incendie par les secours, notamment en ce qui concerne les accès et les aires d'aspiration ;

- le plan des réseaux de collecte doit être clarifié, en particulier pour ce qui concerne la gestion et la localisation de la zone de rétention des eaux d'extinction ;

- le plan des entreposages de déchets, intérieurs et extérieurs, doit être revu afin de présenter l'ensemble du site sur un document unique. En l'état, il ne permet pas de localiser aisément les dispositifs de désenfumage et les moyens de lutte contre l'incendie, qui ne sont pas regroupés sur un même plan comme attendu. Il doit en outre être complété par une description des dangers associés aux zones de stockage.

Par ailleurs, les exercices de défense contre l'incendie doivent être réalisés au minimum tous les trois ans. Ils doivent faire l'objet de comptes rendus conservés pendant une durée minimale de cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours.

Enfin, le plan de défense contre l'incendie doit être accessible et tenu en permanence à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant mettra à jour son plan de défense contre l'incendie et le tiendra à disposition de l'Inspection et des services d'incendie et de secours.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

